Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

63 | 2019

Alfred Sauvy (1898-1990, X1920)

Alfred Sauvy au Conseil économique (1947-1974)

Une activité méconnue

Jean-Pierre Baux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2446>

DOI : 10.4000/sabix.2446

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2019

Pagination : 57-64

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Jean-Pierre Baux, « Alfred Sauvy au Conseil économique (1947-1974) », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 63 | 2019, mis en ligne le 17 juillet 2019, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2446> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.2446>

Alfred Sauvy au Conseil économique (1947-1974)

Une activité méconnue

*Jean-Pierre Baux**

L'activité d'Alfred Sauvy au Conseil économique¹ est méconnue, occultée par l'importance des postes qu'il a occupés et par le nombre et la variété des ouvrages qu'il a publiés.

Quand il entre au Conseil en 1947, il est depuis 1945 directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED) et, depuis 1946, de la revue *Population* ainsi que délégué de la France aux Nations Unies (commission de la statistique puis de la population). Parallèlement, il enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris (*Sciences Po*) et a déjà publié plus d'une dizaine d'ouvrages² d'économie et de démographie.

Alfred Sauvy s'implique pendant vingt-sept ans dans l'activité du Conseil, dont vingt-et-un, de 1951 à 1972, comme président de la section³ de la conjoncture et du plan. Ces vingt-sept ans correspondent grosso modo à ce que Jean Fourastié a appelé « Les Trente Glorieuses », période marquée par :

- la reconstruction (avec l'aide du plan Marshall) d'une France dévastée par la guerre ;
- les guerres d'Indochine et d'Algérie ;
- le début de la construction de l'Europe ;
- la chute de la IV^e République, la création de la V^e par le général de Gaulle et les événements de mai 68.

Pendant cette période, Sauvy présente douze rapports, la plupart sur saisine directe du Conseil. Sa rare compétence dans les domaines de la statistique et de la démographie, son expérience des cabinets ministériels et sa forte personnalité laissent penser qu'il est à l'origine de cette saisine directe et qu'il a fortement influencé la réflexion de sa section.

On ne peut embrasser ici tous les thèmes traités et l'on en évoquera seulement deux qui illustrent la pensée du Maître : le revenu national, traité huit fois de 1950 à 1970⁴, et les constructions scolaires.

* Membre honoraire de l'Association Alfred Sauvy.

1. En 1946, le *Conseil économique* est instauré par la Constitution de la IV^e République pour examiner les projets et propositions de lois de sa compétence qui lui sont soumis par l'Assemblée nationale. Le Conseil peut être consulté par le Conseil des ministres. Il peut se saisir de sa propre autorité – saisine directe – de problèmes de sa compétence. En 1958, la Constitution de la V^e République le renomme « *Conseil économique et social* ». L'échec du référendum visant à le fusionner avec le Sénat entraîne le départ du général de Gaulle en 1969. Il est devenu depuis *Conseil économique, social et environnemental*.

2. Notamment : *Essai sur la conjoncture et la prévision économique* (1938), *Les statistiques et l'organisation professionnelle* (1943), *Statistiques industrielles obligatoires* (1943), *Richesse et population* (1944), *La population, ses lois, ses équilibres* (1944), *Bien-être et population* (1945), *Chances de l'économie française* (1946), *Des Français pour la France* (avec le professeur Debré) (1946).

3. Les sections, 27 à 30 conseillers, sont les formations ordinaires de travail du Conseil.

4. Sous la présidence d'Alfred Sauvy, la Commission de la conjoncture et du plan s'implique aussi sur des sujets d'actualité comme :
– *La liberté du marché de l'essence* en 1949, La France est dépendante des États-Unis au plan financier – le plan Marshall est signé en septembre 1947 – ainsi que pour son approvisionnement en produits pétroliers.
– *L'étude du deuxième plan de modernisation et d'équipement : équipement scolaire et universitaire*,
– *les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré* en 1954.

Le revenu national

Le 8 mars 1950, le Conseil se saisit « *de façon permanente, de la question de l'établissement du revenu national, de contrôler et de coordonner les travaux qui y sont relatifs et, le cas échéant, d'effectuer lui-même ces travaux* ». Vaste programme !

Ce chantier majeur débouche le 20 décembre de la même année sur le rapport *Étude du revenu national*, présenté par Alfred Sauvy au nom des sections réunies des finances, du crédit, de la fiscalité et de l'économie nationale. Ce texte est intéressant sur la forme comme sur le fond.

Sur la forme, on retrouve la patte de Sauvy avec la référence aux économistes français du XVIII^e siècle, qui renvoie à la bibliothèque de livres anciens du Maître⁵. On y voit aussi sa volonté de montrer le retard de la France dans les études sur le revenu national.

Sur le fond, le texte ambitionne pour le Conseil un rôle opérationnel sur le sujet, ce qui restera un vœu pieux. C'est par une formulation directe voire impérative qu'il s'adresse au législateur :

« [...] il y a lieu :

1° De mettre d'urgence en application le plan comptable ainsi que Conseil économique l'a recommandé dans son avis en date du 23 mars 1949 [...]

2° De voter d'urgence une loi relative à la communication obligatoire de renseignements [...] en matière de statistiques,

[...]

7° De procéder lui-même (le Conseil) régulièrement à un examen critique des documents et des méthodes relatives à l'évaluation du revenu national ».

Mieux encore, le rapport précise :

« En ce qui concerne le calcul immédiat du revenu national, (Le Conseil) décide⁶ :

1° de demander aux organismes statistiques compétents de lui communiquer rapidement les données statistiques de base relatives à l'évaluation du revenu national en 1949 et 1950 [...]

3° De confier le soin à sa sous-commission du revenu national, sous le contrôle de ses commissions réunies de l'économie nationale et des finances, de suivre les travaux ».

C'est un plan d'action où l'on note le sens de l'organisation, la clarté de l'expression, le volontarisme et l'expérience de Sauvy, qui entraîne avec lui le Conseil. Il maintient la pression sur les gouvernements pendant sa présidence de la section de la conjoncture et du plan de 1951 à 1972.⁷

Le Conseil revient en 1954 sur la question avec le *Rapport général sur le revenu national*. Il débute par un bref historique remontant au XVIII^e siècle dans la manière d'Alfred Sauvy. Il se poursuit par les recherches en France depuis la Libération, l'organisation des travaux notamment statistiques et, logiquement, par le bilan de l'action du Conseil économique depuis 1951. Les résultats sommaires sont éclairés par un rappel de définitions et méthodes et précèdent un rappel des résultats antérieurs et la comptabilité des territoires d'outre-mer.

5. Aujourd'hui placée sous la sauvegarde de l'École polytechnique. Voir l'article d'Olivier Azzola « La bibliothèque personnelle d'Alfred Sauvy et les archives de la famille Sauvy à la Bibliothèque centrale de l'École polytechnique » dans le présent bulletin. Ndlr

6. Souligné par l'auteur.

7. Le Conseil fait aussi en 1952 le bilan de « l'expérience Pinay » : « Une interruption de la hausse des prix et un arrêt de la psychose de hausse se sont incontestablement produits au premier semestre 1952 ». Un an plus tard, en 1953, il souligne « l'insuffisance des statistiques françaises du chômage et de l'emploi et suggère les moyens d'y remédier. »

En conclusion, le Conseil se félicite « *des progrès accomplis par la comptabilité nationale depuis quelques années* ».

On relève dans ce rapport la patte de Sauvy, dans le rappel de l'histoire économique et de l'importance du temps long mais aussi, au paragraphe des relations interindustrielles, la référence aux travaux de Leontief et une explication simple et claire de leur intérêt.

En 1954 encore, Alfred Sauvy rapporte un texte d'une grande audace intitulé « *Résolution tendant à inviter le gouvernement à publier les comptes prévisionnels de la nation pour l'année 1955 en même temps que le projet de budget et à les soumettre au Conseil économique* »⁸.

Le Conseil, suivant son rapporteur, demande au gouvernement, à la fin de cette résolution, « *d'associer la Commission de la conjoncture économique et du revenu national du Conseil économique au dernier stade de l'élaboration de ces comptes (prévisionnels de la nation), de telle sorte que le Conseil soit mis en mesure de donner son avis en temps utile, c'est-à-dire avant que s'engage la discussion budgétaire* ».

C'était revendiquer pour le Conseil un rôle quasi opérationnel, valorisant grandement ses avis mais empiétant sur les prérogatives du gouvernement.

En 1956 et 1959, le Conseil adopte des rapports plus techniques mais visant toujours une meilleure appréhension du revenu national. Alfred Sauvy qui vient d'entrer au Collège de France où il crée la chaire de Démographie sociale et de vie des populations, rapporte deux nouveaux textes :

→ 1956 : *Étude des méthodes de calcul et de la représentativité de l'indice de la production industrielle*.

→ 1959 : *Étude des tableaux d'échanges intersecteurs*. Alfred Sauvy fait largement référence une fois de plus aux travaux de Leontief et... de Quesnay.

Il présente les 25 et 26 juin 1963 un rapport très nourri intitulé *Étude des indicateurs rapides de l'activité économique*, qui analyse notamment les symptômes pré-inflationnistes.

Elle débute par un historique détaillé et se poursuit par une comparaison avec les expériences étrangères. Cette présentation est typique de la méthode Sauvy, qui finalise à cette époque son ouvrage sur *l'Histoire économique de la France entre les deux guerres*. L'exposé des « *lacunes à déplorer et des réformes à proposer* » suit l'analyse des indicateurs existants.

On soulignera les propositions sur la mesure de la durée du travail. « *La tendance de l'économie dans les pays d'Europe conduit [...] à essayer de retirer (aux phénomènes financiers) leur place prépondérante de jadis, pour toucher davantage les phénomènes humains. Quand nous employons ici le mot humain, ce n'est pas seulement pour invoquer un souci d'humanité. Le point de vue économique le plus strict conduit à mesurer avec le plus grand soin les forces en action et celles qui sont disponibles. Or, sur ce point, nous sommes en retard sur plusieurs pays étrangers [...] Il importe ici de proposer non pas une simple amélioration de l'outil, mais une réforme fondamentale.* »

Il est donc proposé de mensualiser les enquêtes trimestrielles, de raccourcir les délais de réalisation et de diffusion et de procéder trimestriellement à une enquête plus large et approfondie.

Alfred Sauvy, qui a quitté en 1962 la direction de l'INED mais demeure directeur de la revue

8. Souligné par l'auteur.

Population, a publié en 1959 *La montée des jeunes*⁹ et en 1963 la troisième édition, entièrement revue, de la *Théorie générale de la population* (vol 1. *Economie et croissance*)¹⁰. Il rappelle dans ses conclusions la composante démographique de l'économie.

- ➔ « *La montée des jeunes au cours des prochaines années ne permet pas, pour une question aussi grave, de se contenter de demi-mesures* ».
- ➔ « *Le Conseil économique et social insiste spécialement sur cette lacune (chiffres sur la durée du travail et l'emploi) plus grave encore maintenant que la population en âge d'activité va augmenter de façon continue* ».

Les 10 et 11 mars 1970, alors que les Trente Glorieuses touchent à leur fin, Alfred Sauvy va rapporter pour la dernière fois sur le sujet du revenu national par le biais de la comptabilité nationale. Le Conseil s'est en effet saisi en octobre 1969 de *La révision des méthodes de la comptabilité nationale et de la prévision*. Le rapport est très technique et les propositions mériteraient une présentation approfondie. On se limite à quelques points où l'on sent l'influence du Maître¹¹ :

- ➔ « *Diverses améliorations (en dépit des grands progrès réalisés depuis une vingtaine d'années) s'avèrent nécessaires et possibles dans les limites imposées par la préoccupation de ne pas alourdir à l'excès la charge matérielle des entreprises* » ;
- ➔ « *Pousser les recherches sur le sous-emploi de salariés, de chefs d'entreprises et artisans, notamment pour la population féminine et les jeunes* » ;
- ➔ « *Prévoir la population active par professions qui serait nécessaire pour satisfaire ces besoins publics et privés (en produits et services)* » ;
- ➔ « *Prévoir et estimer la population active par professions telle qu'elle se dégage de*

l'enseignement et des orientations données aux jeunes » ;

- ➔ « *Prévoir l'immigration nécessaire dans les professions délaissées.* »

Les recommandations relatives à la publication des résultats statistiques et prévisionnels frappent par leur clarté et leur souci pédagogique : Les passages soulignés dans les alinéas ci-dessous l'ont été par l'auteur de l'article. « *La publication des résultats a non seulement pour effet de renseigner l'opinion, les pouvoirs publics, les organismes professionnels, etc., sur la marche présente et future de l'économie, mais de susciter une amélioration des méthodes, en particulier pour la prévision.* »

D'où les prescriptions qui sont toujours d'actualité¹² :

- ➔ *Publier sans délai les prévisions formulées, quels qu'en soient les résultats ;*
- ➔ *Séparer non seulement en fait, mais aux yeux de l'opinion, les services de statistique et les services de conjoncture ;*
- ➔ *Faciliter à toute organisation formulant des prévisions l'accès aux informations ;*
- ➔ *Recourir plus fréquemment et plus clairement à l'utilisation de fourchettes pour juger les degrés d'approximation, et de variantes pour juger l'influence de plusieurs facteurs.*
- ➔ *Séparer le plus possible les calculs techniques et les choix politiques ;*
- ➔ *Publier des versions simplifiées des comptes de la nation de façon à montrer à chaque particulier ou groupe comment il est intéressé par l'évolution de l'ensemble ;*
- ➔ *Renseigner de façon continue la presse afin d'éviter les erreurs résultant d'une non-compréhension technique des résultats.*
- ➔ *Favoriser une large diffusion des faits économiques par la radio et la télévision en conciliant les conditions de clarté et de*

9. Calmann-Lévy, 1959.

10. PUF, 1963.

11. Les passages soulignés dans les alinéas ci-dessous l'ont été par l'auteur de l'article.

12. Les passages soulignés dans les alinéas ci-dessous l'ont été par l'auteur de l'article.

fidélité et en adoptant une présentation agréable et vivante;

- ⇒ Développer l'enseignement de l'économie à partir de la connaissance des faits et de leur observation scientifique, en les complétant par une analyse critique. Inclure, selon ces principes, une initiation économique élémentaire des jeunes dans les nouveaux programmes d'enseignement.

Les constructions scolaires

Le 24 mars 1954, Alfred Sauvy, présente un rapport sur les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré, question dont le Conseil économique s'est saisi lui-même.

Rappelons qu'à cette date, il est directeur de l'INED et de la revue *Population*, et parallèlement délégué de la France aux Nations Unies, commission de la statistique, puis de la population.

Le principal intérêt de ce rapport, outre son aspect historique, réside dans l'apparition des travaux de L'Institut national d'études démographiques (INED) dans l'argumentation d'une étude du Conseil. Ce rapport fait en effet de fréquentes références aux études de la commission Le Gorgeu¹³, auxquelles ont participé des membres de l'INED.

Le surpeuplement des établissements du premier degré est une préoccupation du gouvernement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le renouveau de la natalité française met cette question au premier plan au prix d'un énorme contresens, car on attribue à la reprise de la natalité depuis 1946 la cause d'une situation dont l'origine est antérieure.

Alfred Sauvy doit donc faire œuvre de pédagogie pour expliquer les raisons de cette grave situation. Il lui faut montrer que la reprise de la natalité n'est pas à l'origine du problème, mais qu'il faut d'urgence prendre en compte

les données démographiques pour l'avenir proche.

Statisticien, économiste et démographe, nul n'était mieux placé que Sauvy pour présenter un rapport touchant directement la question de la formation des jeunes. Il y fait la preuve de ses multiples talents et de sa vision prospective de l'économie appuyée sur les données démographiques.

Dans une première partie, Alfred Sauvy rappelle que « *c'est seulement en 1946 que le nombre des naissances a dépassé celui d'avant-guerre. On ne pouvait donc imputer le surpeuplement [des écoles] à l'accroissement de la natalité. Bien au contraire, le nombre des enfants d'âge scolaire était plus bas qu'il n'avait jamais été* ». Il illustre son propos par un tableau des naissances de 1936 à 1953 en rappelant aussi que le nombre d'enfants de 5 à 15 ans était alors inférieur à ce qu'il était en 1801, 1851 ou 1911. Ces chiffres sont tirés d'une étude parue dans la revue *Population* (juillet-septembre 1952), chiffres « *propres à combattre, sinon dissiper, de tenaces préjugés* ».

Le rapporteur liste ensuite les causes réelles du surpeuplement :

- ⇒ fréquentation scolaire allongée d'un an en 1936 ;
- ⇒ migrations, notamment à partir des régions rurales ;
- ⇒ Insuffisance des constructions depuis 25 ans.

Dans une seconde partie, Alfred Sauvy évalue les besoins en s'appuyant sur les enquêtes menées, l'une par la commission Le Gorgeu précitée et l'autre par les préfets et les inspecteurs d'académie.

Ces deux enquêtes mettent en évidence le déficit énorme de classes :

- ⇒ 13 700 classes à construire,
- ⇒ 10 876 classes vétustes ou impropres, à remplacer,

13. Président de section au Conseil d'Etat qui présida la commission de l'équipement scolaire du Commissariat général au plan.

⇒ 2 294 classes détruites par faits de guerre, à reconstruire.

Alfred Sauvy rappelle que le phénomène est aggravé par le surpeuplement des classes, surtout en zone urbaine, excédant souvent 35 élèves, voire 45 ou plus: 545 000 élèves se trouvent dans des classes supérieures à 40 élèves alors que la norme souhaitée par l'Éducation nationale est de 25 élèves par classe.

À ce stade, Alfred Sauvy appelle l'attention sur l'augmentation prévisible du nombre d'enfants d'âge scolaire qui aggravera le déficit de classes et donc le surpeuplement de celles existantes.

Date	Nombre d'enfants d'âge scolaire	Accroissement projeté
31 décembre 1953	4.790.000	
31 décembre 1959	6.270.000	+1.480.000

En croisant plusieurs évaluations, il en tire les classes manquantes selon le nombre d'élèves par classe retenu :

Déficit (ou besoin) de classes	25 élèves	30 élèves	35 élèves	40 élèves
D'ici fin 1954	89.000	60.000	35.000	10.600
D'ici fin 1956	104.000	73.000	48.500	32.000
D'ici fin 1959	120.000	94.000	61000	44.500

Procédant par analogie, il évalue aussi le nombre de logements d'enseignants à prévoir.

Dans une troisième partie, Alfred Sauvy montre l'écart considérable entre le rythme des constructions en 1954 et les besoins. Il met en évidence que « *même si les 2451 écoles nouvelles, y compris les aménagements de fortune, abritaient chacune 40 élèves, cela ferait 98 000 élèves casés, alors que l'accroissement des élèves de 1952 à 1953 a été environ du double. Aussi le surpeuplement s'accroît d'année en année* ».

Analysant dans une quatrième partie le coût et les besoins financiers qui découlent de ces constats, Alfred Sauvy démontre qu'ils sont notablement supérieurs à ce qui a été envisagé par le gouvernement et aux crédits accordés par le Parlement suite aux propositions, sous-évaluées, de la commission Le Gorgeu précitée.

Dans la sixième partie, Alfred Sauvy rappelle le mécanisme administratif et financier des constructions scolaires et notamment les obligations des communes et les aides potentielles de l'État.

Dans une septième partie enfin, Alfred Sauvy dénonce sans faux-fuyants les causes du retard de la construction de classes: « *Nous sommes maintenant en mesure de juger les causes fondamentales du décalage tragique entre les besoins d'écoles et la construction effective* » :

- ⇒ *insuffisance flagrante des crédits budgétaires,*
- ⇒ phénomène classique de la contagion des retards et des insuffisances: « *chacun (commune, conseil général, entrepreneurs...) attendant l'autre pour ne pas se découvrir, l'ensemble n'avance pas* ».

Dans sa huitième et dernière partie de son rapport, Alfred Sauvy propose logiquement:

- 1° la fixation d'une norme maximale concernant le nombre d'élèves par classes;
- 2° l'établissement d'urgence d'un état des besoins présents et à venir selon des règles précises;
- 3° l'établissement d'un programme de construction en fonction de ce bilan;
- 4° Préalable: les crédits doivent être fortement relevés.

Par ailleurs, tout en approuvant la solution du ramassage scolaire, il rappelle, de façon prémonitoire, que « *La suppression d'une école*

peut être, dans un village, un élément décisif vers la désertion de celui-ci... ».

La conclusion d'Alfred Sauvy est animée par un souffle puissant, inhabituel dans un rapport à caractère administratif. Elle mérite d'être reprise in extenso. L'historien de l'économie française et le démographe élèvent en effet le débat à un niveau quasiment philosophique¹⁴ :

« L'insuffisance des constructions scolaires qui fait pendant à celle des logements, illustre de façon tragique les défaillances et les contradictions de la politique économique française.

Avant 1939, le vieillissement et le déclin de la population avaient à la fois réduit les besoins d'investissement neufs et atrophié l'esprit d'entreprise et de création. Une évolution conduisant fatalement à la ruine, mais comportant une certaine logique, s'en était suivie. Depuis 1939 et, en particulier depuis la Libération, la France a choisi, pour sa population, une autre voie, celle du progrès et de la jeunesse. La réalité de ce redressement, un moment contestée, s'est affirmée au cours des années de façon éclatante.

Cette reprise de la jeunesse, cette repousse de nouveaux rameaux, est le plus vif, le plus pur sujet de réconfort. Encore faut-il que cette jeunesse reçoive l'accueil auquel elle a droit.

Or, la politique économique n'a pas encore fait la même conversion que la politique démographique et, restant attachée à des pratiques malthusiennes, des techniques et des méthodes périmées, aboutit à la plus tragique des contradictions.

Cette contradiction, qui éclate de jour en jour, sans convaincre encore tous les esprits, se manifeste de façon particulièrement grave

pour l'enseignement des jeunes enfants. Retard, inertie, mauvaise volonté, déficit financier résultant d'un développement insuffisant, ont pour résultat une carence des plus graves, puisque l'enseignement des enfants français est compromis.

Si « chaque enfant qu'on instruit est un homme qu'on gagne », comme disait Hugo, chaque enfant qu'on n'instruit pas ou qu'on instruit mal est un homme qu'on perd et dont le poids pèsera lourdement plus tard sur la société.

À ce devoir impérieux, la France ne peut faillir; elle doit consentir les efforts initiaux nécessaires et pourra plus tard remercier ces jeunes enfants de lui avoir montré la voie de la renaissance en lui rendant l'esprit de création qu'elle avait momentanément perdu et en la forçant à reprendre confiance dans les forces de la vie. »

Par le fond et la forme, ce rapport fait irrésistiblement penser aux meilleures pages du Maître et notamment à son livre prophétique La montée des jeunes, publié en 1959.

Conclusion

Les rapports d'Alfred Sauvy pour le Conseil économique frappent par la clarté de la langue, la rigueur de l'argumentation et le souci pédagogique ainsi que par l'importance accordée à l'opinion publique et à la jeunesse. On y retrouve ses préoccupations fondamentales: conjoncture économique, revenu national, statistiques, démographie... bref, tout ce qui peut apporter « *de la lumière!* » aux responsables politiques et à l'opinion.

Ils reflètent également un souci maintes fois exprimé par Alfred Sauvy, notamment dans « *Histoire économique de la France entre*

14. Les passages soulignés dans le texte ci-dessous l'ont été par l'auteur de l'article

*les deux guerres*¹⁵ », « *La machine et le chômage* »¹⁶ et « *De la rumeur à l'histoire* »¹⁷ : « **Nous rencontrons constamment cette déplorable ignorance : l'opinion et malheureusement les pouvoirs publics ne sont informés que superficiellement, selon une sélection déformante** »¹⁸.

Alfred Sauvy qui n'était pas un naïf et avait l'expérience de la vie politique pour avoir appartenu à des cabinets ministériels, a sans doute fondé de grands espoirs, sans se faire trop d'illusions, sur les opportunités offertes par le Conseil économique pour moderniser la France. Peut-être a-t-il pensé qu'il permettait au moins d'informer l'opinion publique tout en guidant l'action des responsables politiques...

Sources

Liste des rapports disponibles à l'adresse <http://www.lecese.fr/search/site/sauvy>

Articles parus dans les lettres n° 5 et 6 de l'Association Alfred Sauvy (ASS) qui peuvent être consultées sur le site www.fourastie-sauvy.org

15. *Economica*, 1984, 3 volumes.

16. Dunod, 1980.

17. Dunod, 1985.

18. *La vieillesse des nations*, Textes choisis d'Alfred Sauvy, présentés et annotés par Jean-Claude Chesnais, Gallimard, 2001.